

Les principales institutions : *fichier sur le système onusien*

- Le **SG**, élu par les Etats-membres pour un mandat de cinq ans : il représente l'ONU et met en œuvre les votes de l'AG appelée résolutions ; plus de 5000 fonctionnaires dédiés au fonctionnement du SG.

- L'**AG**, les États vaincus en sont exclus mais l'Espagne et le Portugal ne sont pas admis. Au total, seuls 13 pays européens (11 sans les 2 RSS).

- Le **conseil de sécurité** de l'ONU : **chapitre V** de la Charte

11 membres en 1945 dont 5 membres permanents ; les 6 autres (puis 10 à partir de 1966) nommés pour deux ans par l'AG. Mais les permanents ont un **droit de veto** qui bloque la résolution du CS rendue inapplicable. Nécessité de 7 voix sur 11 (actuellement 9 sur 15) pour adoption d'une résolution.

Chapitre VII : possibilité de recourir à la force armée, de mobiliser une force internationale qui a une vocation offensive.

n.b : il ne s'agit pas de **casques bleus** qui sont une force de maintien de paix ou d'interposition entre les belligérants. Ils n'ont pas vocation à contraindre et à imposer le rétablissement de la paix, ils n'emploient leurs armes que pour riposter à une attaque qui les vise. La force offensive a un mandat qui lui ordonne d'utiliser des moyens militaires pour rétablir la paix dans une région, mettre hors d'état de nuire un État menaçant ou coupable d'agression

Le CS propose enfin les candidats au SG, et élit les juges à la CIJ.

- Autres organismes : **CES** dont dépend l'OMS ; **conseil des tutelles** (en désuétude) ; **CIJ** qui arbitre les différends entre Etats (La Haye), à ne pas confondre avec la **CPI** créée en 1998 suite au conflit yougoslave et le génocide rwandais.

- Des agences créées avant même l'ONU sont rattachées à la « **galaxie onusienne** » :

- organisations héritées de la SDN (Comité des réfugiés qui devient **HCR**, **OIT** à Genève),
- créées durant la guerre (UNESCO en 1942 (Paris), FAO (Rome) et UNRRA en 1943)
- enfin les institutions économiques et financières fondées à la conférence de B.W : le FMI et la BIRD ou Banque mondiale puis en 1948, les accords du GATT qui deviendront OMC en 1995.

Idée d'un **directoire** des grandes nations né de la "Grande alliance" contre les puissances de l'Axe. Les questions internationales seront débattues par les vainqueurs de l'Axe selon des modalités **multilatérales**. Mais en réalité, ces vainqueurs ne sont sur le même pied d'égalité.

III. Une hiérarchie des puissances bouleversée :

A. Deux Superpuissances appelées à garantir la paix du monde :

1. Les E.-U. entendent assumer leur nouveau statut :

Roosevelt était partisan d'un condominium avec l'URSS sur les affaires du monde mais son successeur Truman est beaucoup plus circonspect compte tenu de la politique soviétique en Europe orientale. Pour autant, il accède aux demandes de l'URSS lors de la conférence de Potsdam.

2. L'URSS domine l'Europe par sa puissance militaire et son prestige :

Elle dispose de la première armée en termes d'effectifs : plus de 4 M d'hommes stationnent en Europe centrale et orientale jusqu'à l'Elbe, Berlin, Prague ainsi que Vienne sont occupés par l'Armée rouge. Depuis le 8 août, elle est entrée en guerre contre le Japon, occupe la Mandchourie ainsi que le nord de la Corée et les îles Kouriles.

Elle revêt donc un prestige moral inégalable auprès des populations mondiales (en oubliant que jusqu'en 1941, elle était l'alliée du III^e Reich). Mais le sacrifice des partisans, des résistants communistes dans l'Europe occupée (France, Italie, Yougoslavie, Grèce, Pologne) a occulté ce moment. En France, le PCF, *parti des 75 000 fusillés* alors qu'au total 4000 résistants de tous bords l'ont été, obtient plus de 25% des suffrages à l'élection de la Constituante d'octobre 1945.

L'objectif premier est d'effacer l'humiliation de 1917-1918 et de réaliser des annexions territoriales. Le second objectif est sécuriser les nouvelles frontières de l'URSS. Question : s'agit-il d'une volonté de diffuser le communisme (comme l'échec de 1919) ou de s'assurer de la proximité d'états amis ("le glacis défensif") ?

B. Les grands perdants sont les États européens qui dominaient le monde en 1913 (exception faite de l'URSS) :

1. Les vaincus sont plus mal traités qu'en 1918 :

L'Allemagne n'existe plus en tant qu'Etat (cf. film de A. Rossellini, *Allemagne année 0*).

L'Italie évite le sort de l'Allemagne car a tourné casaque en destituant Mussolini en juillet 1943 mais perd quasiment toutes ses conquêtes de 1918 (Istrie et Fiume) à l'exception du Trentin Haut-Adige ainsi que toutes ses colonies africaines et le Dodécanèse donnée à la Grèce qui bascule dans la guerre civile. A l'est, les **alliés de l'Allemagne** subissent l'occupation impitoyable de l'armée rouge.

2. les illusions de la victoire :

a) La **France** est dans le camp de vainqueurs grâce à la ténacité et l'action du général De Gaulle. C'est grâce au soutien de Churchill qui veut faire contrepoids à l'influence soviétique qu'elle obtient un siège de membre permanent au conseil de sécurité de l'ONU ainsi qu'une zone d'occupation militaire en Allemagne, à Berlin et en Autriche.

Les tensions se focalisent aussi sur l'Empire, symbole du prestige effondré de la France.

À la conférence de **Brazzaville** en AEF (janvier 1944), tout en reconnaissant l'apport indéniable des territoires et des populations africaines dans l'effort de guerre non seulement pour la France mais pour les Alliés, De Gaulle déclare : « *toute idée d'autonomie, toute possibilité d'évolution hors du bloc français de l'Empire : la constitution éventuelle, même lointaine, de self-governments [auto-gestion] dans les colonies est à écarter* ».

Surtout elle doit faire à des soulèvements au Maghreb. Enfin l'Indochine française accepte de moins en moins la tutelle française rétablie d'urgence par De Gaulle.

b) Le R.-U. a pour lui, d'avoir résisté à l'Allemagne nazie au prix de gros sacrifices. Il fait partie des trois grands assis à la table des négociations lors de la conférence de Yalta.

Les Travaillistes remportent la majorité absolue à la Chambre des Communes en proposant un programme de réformes sociales qui prévoit la mise en place d'un **Etat-providence** (*Welfare state*) sur la base des recommandations du **plan Beveridge** de 1942.

Dans son empire également, les troubles naissent : citons l'Inde, où dès 1942, le **parti du Congrès** dirigé par Gandhi et Nehru réclame l'indépendance dans la résolution "Quit India". Le problème réside moins dans l'indépendance qui est inéluctable que dans la coexistence au sein d'un même ensemble, des communautés hindous et musulmanes (ces derniers étant favorables à la présence britannique qui garantit leurs droits).

La Palestine mandataire où vivent également deux communautés, les arabes et les juifs. Les Britanniques tentent de limiter les flux de juifs venus d'Europe, tous rescapés de la Shoah afin de calmer les manifestations arabes.